Hercule : l’infanticide d’EDF

Le 09-02-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Lydie Fernandez, membre du Bureau politique du Parti de la démondialisation

Nommer Hercule le projet de démantèlement d'EDF, est un choix étrange. Jupiter aurait été plus approprié, celui qui détient la foudre, les éclairs, symboles de la « fée électricité », entre ses mains. Mais au fait, suis-je bête ! Le nom est déjà pris ! Notre Jupiter national autoproclamé, pour notre malheur, s'en sert suffisamment contre ses ouailles et depuis longtemps. Il n'a eu de cesse de foudroyer toutes les entreprises stratégiques de notre pays, mais pas que (il n'est pas le seul, cela fait 40 ans que ça dure). Tant et si bien que nous entrons dans un processus de tiers mondialisation à la grecque : plus rien ne nous appartient et nous sommes dépendants en toutes choses, comme le démontre dramatiquement l'épidémie de covid 19 ; tout est aux mains des dieux de la finance à savoir, essentiellement, les fonds de pension. Profitant lâchement, épaulé par les médias à ses ordres, de l'épidémie qui sidère les populations, le Jupiter président n'a pas levé le petit doigt pour éviter les rachats d'entreprises françaises qui se sont abattus depuis comme dans une tempête orageuse, sauf tout dernièrement pour les besoins de communication et de propagande (Affaire Couche Tard - Carrefour).

Mais l'Union européenne, hydre monstrueuse, dont notre Jupiter est, avec ses acolytes, l'exécuteur des basses besognes néolibérales en France, n'est pas rassasiée pour autant et demande toujours plus. Son exigence ? Scinder EDF, la dernière grande société de notre patrimoine public, en trois groupes : EDF « bleue » pour le nucléaire public, EDF « verte » ouverte aux marchés et EDF « azur » pour l'hydroélectricité.

- La privatisation des barrages hydro électriques était déjà une exigence scandaleuse de l'UE néolibérale contre laquelle les Gilets jaunes se sont battus avec le personnel d'EDF. L'hydro électricité, 2^{e} source française d'électricité après le nucléaire, permet à EDF de fournir une alimentation constante en électricité par des lâchers d'eau. Une manne pour les entreprises privées qui jouent sur l'offre et la demande pour vendre l'électricité et spéculer : « Ah, vous avez besoin d'un petit lâcher ? Aboulez le fric ! » Mais surtout, l'entretien des barrages aux mains des actionnaires avides est réduit au minimum vital, selon la loi bien connue du ?risque calculé?. Je ne donne pas cher de la sécurité des barrages dans l'avenir et j'appelle les populations concernées en aval à réagir avant de devoir déguerpir !

- L'ouverture des marchés à la concurrence : un vrai casse-tête pour les agents qui supervisent la distribution dans ce « bordel organisé » par une électricité qui monte, qui baisse tous azimuts, avec des interfaces de gestion des interconnexions des flux (« les compteurs Linky »), par des prix à négocier en permanence… Déjà EDF paie très cher l'électricité dite verte (que nous payons par ricochet sur nos factures), celles des fournisseurs individuels munis de panneaux photovoltaïques et celles des éoliennes. De plus, elle doit consentir des prix bas pour alimenter les ventes des entreprises privées. Même principe que l'ouverture des marchés d'Orange à la concurrence qui a permis aux entreprises privées de gagner des parts de marché en bénéficiant de prix dérisoires d'accès au réseau 'public et qu'Orange a dû compenser par la variable d'ajustement bien connue : des licenciements et des restructurations de triste mémoire ! Je ne parle même pas du consommateur qui pleure déjà devant sa facture d'électricité et qui voudrait revenir à un tarif fixe réglementé mais qui ne le pourra pas à l'ère du tout connecté et des véhicules électriques.

- Le nucléaire resterait à EDF. L'hydre odieuse exige un prix fixe. Mais que restera-t-il à EDF pour l'entretien et le renouvellement des centrales ? Comment garantir une sécurité maximum avec un personnel réduit à sa portion congrue, en faisant appel à du personnel non qualifié pour les besoins

ponctuels ? Un nouveau Fukushima n’est pas exclu, c’est moi qui vous le dit, je dis ça, je dis rien… En attendant, depuis les fermetures de centrales à charbon et nucléaire la distribution de l’électricité n’est plus ce qu’elle était. Comme le dit Philippe Page Le Mérour, secrétaire CGT du Comité social d’entreprise central d’EDF, « Tout cela est magnifique, mais lorsque l'on est dans des périodes sans vent et sans soleil, on arrive à des situations extrêmement tendues sur le réseau »,

Alors battons-nous avec le personnel d’EDF et les usagers (réduits désormais au titre de consommateurs) contre ce projet, et plus encore ! A court terme, avec la 5G et toutes les applications qui vont fleurir comme les opérations chirurgicales à distance, le télétravail généralisé, l’éducation à distance, les véhicules tout électrique, l’énergie électrique devient un secteur clef et donc juteux pour le privé qui pourra spéculer sans contrainte. Finalement le nom Hercule est bien choisi : manipulé par plus fort que lui il a tué ses propres enfants. Oui l’UE a donné les ordres comme toujours et il lui faut tuer la dernière entreprise stratégique. Je subodore qu’au train où vont les choses, il faudra dans chaque maison installer un vélo qui en pédalant alimentera en électricité l’écran derrière lequel on devra travailler (double peine).

Car l’histoire d’Hercule n’est pas finie. Nombreux sont ceux qui depuis 40 ans se sont cruellement trompés en laissant faire, en croyant que l’UE était notre avenir. Ce faisant ils ont tué celui de nos enfants ! Alors devenons des hercules justiciers, débarrassons nous de l’hydre malfaisante et reprenons notre souveraineté et notre destin en mains, démondialisons pour sortir de ce néolibéralisme hideux. Ces travaux « herculéens », sont devenus incontournables si nous voulons que le peuple de France ne soit pas privé des services indispensables pour vivre dignement.

Le Pardem, dans son programme, n’hésite pas à définir les grandes mesures à prendre comme la nationalisation de toutes les énergies, sur le modèle du Programme du Conseil national de la Résistance. Ce qui fut mis en œuvre à l’issue de la Deuxième guerre mondiale fut à la portée du pays, malgré les dégâts considérables engendrés par l’Occupation allemande. Il n’est donc pas utopique de vouloir bouter l’occupant actuel hors de France : la finance, le libre-échange, l’intérêt privé au détriment de l’intérêt général et son agent zélé : l’Union européenne. Encore faut-il ne pas se laisser berner par les discours fumeux et menteurs qui prônent des aménagements en douceur "de l’intérieur" en évitant de s’en prendre aux racines du mal. La rupture, il faut vraiment la vouloir pour réussir à la mener, avec courage et détermination.

Pour aller plus loin :

Le programme du CNR

Le programme du Pardem

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire